



Promotion de la sécurité économique – le défi

Si, depuis longtemps, des millions d'individus, en particulier dans les pays en développement, ont connu l'insécurité économique, celle-ci se répand maintenant de plus en plus en raison de la mondialisation, de la flexibilité des marchés de l'emploi, des activités économiques informelles et de l'accélération des progrès technologiques. Pourquoi ? Quelles formes prend-elle ? Que peut-on faire ?

Le nouveau Programme InFocus du BIT sur la sécurité socio-économique (IFP/SES) part du principe que la sécurité élémentaire pour tous doit devenir une composante essentielle de la stratégie de promotion du « travail décent ». Nous avons déjà défini ce qu'est le « travail décent » et nous n'allons pas entreprendre de le faire ici. Il s'agit d'un défi mondial qui, sous des formes différentes, concerne quasiment tous les groupes de population. A nos yeux, la sécurité élémentaire doit faire partie des droits fondamentaux de l'homme, et pour y arriver, il faut non seulement garantir un revenu élémentaire, mais aussi une puissante sécurité de « représentation » - c'est-à-dire garantir l'existence d'organismes et de mécanismes permettant aux groupes de vraiment négocier et d'être entendus. Faute de cela, toutes les autres formes de sécurité ne peuvent qu'être en danger.

La sécurité ne doit cependant pas être vue uniquement d'un point de vue défensif. L'essence du travail décent réside dans l'opportunité et la capacité d'exercer l'activité professionnelle choisie. L'objectif à long terme devrait être qu'un nombre toujours croissant de travailleurs ait un emploi digne, satisfaisant et créatif – c'est cela, la sécurité professionnelle.

Lancé au début 2000, le Programme InFocus /SES a mis l'accent sur l'information dès ses premiers travaux. Ceci est essentiel puisque nous nous proposons d'observer les divers aspects de la sécurité socio-économique à l'échelle internationale, nationale, ainsi qu'au plan de l'entreprise et des communautés locales, afin d'aider tous ceux qui travaillent dans le même domaine. A cette fin, le Programme conduit une série d'enquêtes sur la flexibilité et la sécurité du travail dans les entreprises (ELFS) et une série analogue d'enquêtes sur la sécurité des personnes (*People Security Surveys*, PSS)

dans les pays membres de l'OIT qui s'y intéressent et auraient la capacité de les mener à bien. Il identifiera également les politiques et les initiatives institutionnelles qui encouragent la sécurité économique des personnes et s'interrogera pour savoir si elles peuvent être reproduites ailleurs, en particulier pour apporter une protection socio-économique aux personnes démunies et désavantagées des pays en développement.

Ce bulletin, qui paraîtra trimestriellement et sera distribué gratuitement à ceux qui manifesteront le désir d'être informés des activités du Programme, a pour objectif de faire connaître à ceux qui collaborent au Programme ou s'y intéressent les activités récentes, en cours ou à venir.

On trouvera dans ce premier numéro le

descriptif de certaines des premières activités. Il est possible d'obtenir des informations plus détaillées en s'adressant directement au Programme. Les numéros à venir réserveront une place à la correspondance et aux débats.

Pour l'équipe du Programme, le premier semestre 2000 a été une période de travail intense. Nous sommes en train de mettre en place un réseau d'institutions et de collègues qui, dans différentes régions du monde, partagent nos préoccupations. Nous avons créé un Conseil consultatif international. Nous établissons des relations de travail avec d'autres départements du BIT et nous sommes en train d'apprendre. Nous souhaitons que de nombreuses personnes nous rejoignent dans ce qui ne devrait pas être seulement un Programme, mais une campagne.



Conseil consultatif international (CCI), voir page 2

Dans ce numéro:

- Réunion du Conseil consultatif international à Bellagio
- Les espoirs et craintes des travailleuses à domicile de Gujarat
- Débat avec la Banque Mondiale sur les allocations-chômage

L'insécurité des travailleurs en Ukraine

En raison d'une forte mortalité adulte, la population de l'Ukraine a baissé. L'insécurité économique est généralisée. L'Ukraine connaît une baisse de population principalement due à la hausse abrupte de la mortalité des personnes adultes. L'insécurité économique règne partout. Pourtant, ce vaste pays dispose d'un énorme potentiel et doit s'intégrer à l'Europe.

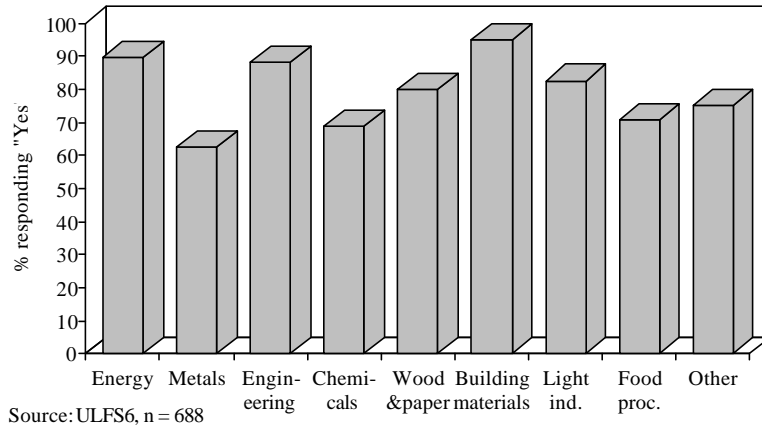
Avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le soutien du gouvernement ukrainien, des employeurs et des travailleurs, nous avons lancé un projet important pour recenser les graves insécurités économiques et d'emploi auxquelles sont exposés les travailleurs. Nous avons fait deux enquêtes sur les politiques et les institutions existantes, qui ont des conséquences sur la sécurité des travailleurs. Le Programme a appliqué en Ukraine la méthodologie de l'enquête sur la flexibilité et la sécurité du travail dans les entreprises (ELFS). On a mené une enquête nationale dans les entreprises, avec une couverture de plus de 500 000 travailleurs (ULFS6). Mi-2000, on a lancé une nouvelle phase de cette enquête, en parallèle avec une enquête sur la

Sécurité des Personnes, portant sur environ 10 000 individus. La totalité des résultats sera communiquée début 2001 à l'occasion d'une réunion tripartite tenue en Ukraine. Nous serons alors en mesure de formuler des recommandations politiques.

Un premier rapport sur l'enquête menée en 1999 auprès des entreprises industrielles a déjà été publié. Il a fait l'objet de

commentaires dans la presse internationale. Il a dévoilé la formidable insécurité des travailleurs – quasiment un travailleur sur cinq est en congé de longue durée non rémunéré, et quatre entreprises sur cinq reconnaissent ne pas avoir versé les salaires de leurs employés. Il est essentiel de faire pression sur les entreprises pour qu'elles paient les arriérés de salaire.

Difficulté pour payer les salaires, par secteur, 1999, toutes les régions



Source: ULFS6, n = 688

Programmes sur le revenu minimum en Amérique Latine

Les programmes sur le revenu minimum se sont rapidement multipliés en Amérique Latine. Le Brésil a mis sur pied 1500 projets expérimentaux décentralisés qui sont gérés par les municipalités de tout le pays. Au Mexique, la couverture de *Progres a* été élargie. L'Equateur a l'intention de lancer cette année un Programme national. L'Argentine envisage d'en faire de même. Ces expériences reposent sur une méthode combinant la lutte, à court terme, contre la pauvreté en attribuant des revenus aux familles nécessiteuses, et la

scolarisation, à long terme, des enfants les plus pauvres. La prestation sera attribuée sous forme d'une bourse d'études qui impliquera l'obligation de se rendre régulièrement à l'école. Ces programmes restent cependant bien éloignés d'une politique plus générale et plus efficace d'élargissement de l'égalité des chances aux segments de population laissés pour compte. Il arrive aussi qu'ils tournent à des pratiques clientélistes qui, au lieu de conduire à l'autonomie, aggravent la domination et le maintien des inégalités.

IFP/SES procède à l'évaluation détaillée de ces programmes en identifiant leurs tenants et aboutissants. Il prévoit de procéder à d'autres évaluations dans des pays comme l'Italie ou l'Espagne, où la formulation, la conception et la concrétisation des programmes sont décentralisées. On examinera également l'expérience du Portugal. L'enjeu consiste à définir un cadre mondial qui permettrait de renforcer les programmes sur le revenu élémentaire, pierre angulaire de la citoyenneté.

Réunion du Conseil consultatif international à Bellagio

Le Programme a créé un Conseil consultatif international (CCI) composé d'éminents experts dans le domaine social. Grâce à l'aide financière et à l'accueil de la Fondation Rockefeller, une première réunion a été organisée à Bellagio. La majorité des membres du CCI était présente, et différents documents techniques ont fait l'objet de trois jours de débat. Les thèmes ont été les suivants : fondements philosophiques de la sécurité, conséquences de la mondialisation, différences de la sécurité entre hommes et femmes, travail bénévole, travail des auxiliaires de vie, allocations conditionnelles, moyens permettant de garantir un revenu élémentaire,

liens entre inégalité et insécurité, nouvelles orientations politiques des organisations internationales. Divers documents seront publiés par le Programme courant 2000.

Le CCI se réunira deux fois par an. Ses membres seront également consultés sur des questions correspondant à leurs compétences. Ils donneront des conseils *ad hoc* sur les diverses questions et politiques, et veilleront à la qualité et à la pertinence des travaux techniques du CCI. Le Conseil est actuellement composé de : Tony Atkinson (Oxford), Lourdes Beneria (Cornell), Sam Bowles (Massachusetts), Robert Boyer (Paris), Tatyana

Chetvernina (Moscou), Bob Deacon (GLSP, Finlande), Mary Daly Hoskins (AISS), Renana Jhabvala (Association des Travailleuses Indépendantes, Inde), Katherine McFate (Fondation Rockefeller), Claus Offe (Berlin), Philippe van Parijs (Louvain-la-Neuve), Ashwani Saith (Institut d'Etudes Sociales - La Haye), Ajit Singh (Cambridge) et Eduardo Suplicy (Sao Paulo). Après la réunion de Bellagio, nous avons appris avec plaisir que Victor Tokman est devenu membre du Conseil. Dans le souci d'assurer un équilibre géographique, nous ne tarderons pas à accueillir d'autres membres.

Travail de prestations de soins

Pendant trop longtemps, les décideurs, statisticiens et analystes du travail ne se sont pas intéressés aux soins dispensés par les auxiliaires de vie, que ce soit aux enfants, aux personnes âgées, à des parents infirmes ou à d'autres membres de la communauté. Il s'agit bien d'un travail et il a une valeur économique et sociale. Ce travail doit être reconnu. Il faut s'efforcer de trouver les moyens les plus efficaces pour garantir un revenu élémentaire à ceux qui l'accomplissent, pour qu'ils soient représentés, et qu'ainsi leurs besoins et aspirations soient protégés.

IFP/SES a lancé un programme international

pour évaluer les modalités de ce type de travail dans les pays en développement, les pays industrialisés et les pays en transition, et pour réfléchir aux moyens de reconnaître, dédommager et protéger les auxiliaires de vie. Le Professeur Mary Daly (Université de Dublin) coordonne ce travail en collaboration avec divers chercheurs éminents, dont le Professeur Jane Lewis de l'université d'Oxford. Les premiers résultats ont été présentés lorsque le conseil consultatif s'est réuni à Bellagio. Une réunion technique de deux jours est prévue pour la fin 2000. Elle permettra de présenter un projet de rapport.

La Chine et le Pakistan rejoignent VoiceNet

Le Programme est heureux d'annoncer que l'Institut d'études sur la sécurité sociale du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale de la République Populaire de Chine a rejoint VoiceNet. Le Dr. Ge Man, professeur à l'Institut, a accepté d'assumer la tâche de correspondant national du réseau mondial pour la Chine. Nous avons

également le plaisir d'accueillir le *Pakistan Institute of Labour Education and Research* (PILER) de Karachi. Dans un premier temps, ces deux entités vont participer à la mise en place d'une base de données sur les indicateurs SES. Il est prévu qu'ils dirigent ensuite des enquêtes ELFS et PSS dans leurs pays respectifs.

Enquête sur la sécurité des personnes en Inde

L'enquête sur la sécurité des personnes (PSS) est l'une des activités les plus importantes du Programme. L'objet de ces enquêtes est de savoir ce que pensent différentes communautés et groupes sociaux de l'importance et de l'origine de leurs insécurités.

La première enquête sur la sécurité des personnes a été lancée en avril 2000 dans l'Etat du Gujarat (Inde). Elle est menée en collaboration avec le *Gujarat Institute of Development Research* (GIDR) et la *Self Employed Women's Association* (SEWA). Elle portera sur les formes d'insécurité auxquelles sont exposées les femmes percevant de bas salaires. Les trois principaux éléments de l'enquête PSS du Gujarat sont les suivants:

1. Une enquête auprès de 1000 travailleurs visant à établir la nature de leurs insécurités, la façon dont ils les perçoivent, les facteurs qui, à leur avis, en sont la cause, et comment, à leur sens, les gouvernements et autres institutions pourraient les aider à les affronter, voire à les surmonter. L'enquête portera sur un nombre identique de travailleurs citadins et ruraux, les hommes représentant un sixième des personnes interrogées dans les deux catégories, urbaine et rurale. On choisira différentes catégories professionnelles. En ville, on interrogera des travailleurs indépendants, des travailleurs rémunérés à la pièce, des travailleurs occasionnels et des salariés à long terme. En zones rurales, on interrogera des travailleurs indépendants des professions non-agricoles, des cultivateurs, des travailleurs occasionnels (professions agricoles et non-agricoles) et des salariés. Cette enquête est menée

en collaboration avec le GIDR d'Ahmenabad.

2. Des études de cas approfondies réalisées par SEWA portant sur 20 travailleuses à faibles revenus exerçant différents métiers. Ces études analyseront la vie de ces femmes depuis leur enfance, leur vie de travail, leur famille et les changements survenus. Elles mettront en lumière la nature de leurs insécurités, quand et comment celles-ci ont surgi dans leur vie, comment ces femmes les ont affrontées ou ont vécu avec. L'examen du rôle de la syndicalisation ou de la représentation des travailleuses pour les aider à surmonter les insécurités liées au travail et à l'emploi représentera un aspect important de ces études. Ces études de cas ont pour objet de reconstituer la vie des travailleuses à bas salaires sous l'angle de la sécurité socio-économique.

3. SEWA produira un film vidéo sur la sécurité socio-économique des travailleuses à faibles revenus, film essentiellement destiné aux responsables politiques.

Le Programme est heureux d'annoncer que l'Institut d'études sur la sécurité sociale du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale de la République Populaire de Chine a rejoint VoiceNet. Le Dr. Ge Man, professeur à l'Institut, a accepté d'assumer la tâche de correspondant national du réseau mondial pour la Chine. Nous avons également le plaisir d'accueillir le *Pakistan Institute of Labour Education and Research* (PILER) de Karachi. Dans un premier temps, ces deux entités vont participer à la mise en place d'une base de données sur les indicateurs SES. Il est prévu qu'ils dirigent ensuite des enquêtes ELFS et PSS dans leurs pays respectifs.

VoiceNet

Le Programme InFocus sur la sécurité socio-économique a créé le réseau mondial VoiceNet afin de rassembler des informations concernant les différents aspects de la sécurité socio-économique et les réactions des travailleurs dans le monde. Ces informations seront accessibles à la communauté universitaire et politique internationale, aux syndicats patronaux et de travailleurs. Le réseau fonctionnera grâce à des correspondants régionaux et nationaux choisis parmi des spécialistes du travail appartenant à des institutions prestigieuses de différentes régions du monde entier. Ces correspondants rassembleront l'information et la canaliseront en direction de VoiceNet. En réunissant des chercheurs et des instituts de recherche sur le travail du monde entier, VoiceNet encouragera l'échange d'opinions et d'informations et contribuera à rassembler une communauté mondiale de chercheurs spécialisés dans la sécurité socio-économique et les initiatives prises par les travailleurs pour améliorer leurs conditions d'emploi.

Les principaux objectifs de VoiceNet sont :

- Déterminer et décrire de nouvelles formes de représentation ;
- Comparer des statistiques générales sur les tendances de la sécurité socio-économique dans le monde ;
- Collaborer à l'élaboration des instruments d'évaluation (indicateurs et indices de sécurité) créés par le Programme et agir comme intermédiaire pour les promouvoir ;
- Contribuer à l'extension du Programme de recherche ; et
- Contribuer dans le monde, à l'amélioration des moyens de recherches des instituts spécialisés dans la recherche sur le travail.

Le Programme tient à remercier la Fondation Ford pour le généreux soutien qu'elle apporte à cette entreprise.

Mise en route d'une enquête ELFS aux Philippines

Avec l'aide financière de la Banque Asiatique de Développement et en coordination avec nos collègues du SEAPAT, nous avons lancé une enquête sur les diverses formes d'insécurité des travailleurs dans de plus de 1 200 entreprises des Philippines. Le Ministère du travail et de l'emploi et l'Institut d'études sur le travail collaborent à sa réalisation. Cette enquête devrait aider le gouvernement, le patronat et les travailleurs dans leur évaluation des politiques de protection sociale.

Lancement d'un réseau PSS latinoaméricain

Le *Centro Interdisciplinario para El Estudio de las Políticas Públicas* (CIEPP) de Buenos Aires et l'Institut d'économie de l'Université fédérale de Rio de Janeiro ont signé un accord pour réaliser une enquête ELFS et une enquête PSS en Argentine et au Brésil. En mai, des réunions techniques ont eu lieu pour mettre au point les questionnaires, concevoir l'enquête, sélectionner les personnes interrogées, et aider les organismes nationaux (publics et privés) spécialisés dans les enquêtes sur les ménages et les statistiques des entreprises.

Le programme de travail, ainsi que l'équipe d'experts latino-américains, seront prêts en juin 2000. Le Chili sera le troisième pays d'Amérique Latine à se joindre à cette initiative. Nous remercions le Bureau du BIT de Brasilia et le Bureau régional de l'Amérique Latine de leur participation à ce projet.

Publications

Ouvrages (en anglais)

- ◆ Guy Standing, *Global Labour Flexibility: Seeking Distributive Justice*, 1999: Basingstoke, Macmillan.

Documents techniques sur la SES (en anglais)

- ◆ "Worker insecurities in Ukrainian industry", by Guy Standing and Laszlo Zsoldos.
- ◆ "Psychological approaches to work insecurity", by Rosamund Stock.
- ◆ "Renda minima schemes in Brazil", by Lena Lavinias.

Articles de presse (en anglais)

- ◆ "Social dumping", *Journal of European Social Policy*, numéro spécial, mars 2000.

Séminaire sur les indicateurs SES, décembre 1999

Le Programme se propose de mettre en place un système mondial d'information permettant d'évaluer la sécurité socio-économique (SES), et notamment les sept formes de sécurité basées sur le travail définies dans l'introduction. En décembre 1999, un séminaire de deux jours a été organisé, auquel ont participé plus de 60

chercheurs et statisticiens spécialisés dans les questions sociales. Ils ont examiné quatre documents de travail – sur les systèmes nationaux d'indicateurs statistiques et institutionnels concernant la SES, sur les enquêtes ELFS, sur les questionnaires d'enquête sur la sécurité des personnes, et sur le concept et l'évaluation du Revenu social.

Sommet Genève 2000: Débat avec la Banque Mondiale sur les prestations chômage

Les demandeurs d'emploi ont toujours souffert d'une grave insécurité en matière de revenu. Les prestations de l'assurance chômage avaient pour objet de les aider la surmonter. Mais, pour diverses raisons, elles ne l'ont pas fait. Le chômage étant élevé ou en augmentation dans la plupart des pays, il est urgent de trouver les systèmes appropriés pour donner une sécurité de revenu aux demandeurs d'emploi.

Le 27 juin, dans le cadre du Sommet Genève 2000 (suivi du Sommet Social Mondial) une conférence publique organisée par le Programme et le Département de la protection sociale de la Banque Mondiale se tiendra dans la salle II du

BIT pour examiner les problèmes et les solutions possibles. Les directeurs respectifs ouvriront les débats, et les représentants du Bureau des Activités pour les Employeurs et du Bureau des Activités pour les Travailleurs du BIT apporteront leurs commentaires. Les questions suivantes seront examinées: Quelles ont été les orientations des régimes de prestations chômage dans le monde? Faut-il les revoir et comment? Doivent-elles être appliquées aux pays en développement et aux pays à revenus moyens?

Le débat sera public et tous les participants de Genève 2000 pourront y prendre part.

Indicateurs SES pour l'Afrique australe

Le Programme a mis en place une unité de coordination régionale pour le sud de l'Afrique. Celle-ci sera chargée de contrôler la sécurité socio-économique. Elle sera dirigée par le SALDRU du Cap, ainsi que par l'équipe multidisciplinaire du BIT basée à Harare. Il est prévu de lancer différents projets plus tard en 2000. En collaboration avec une équipe, le Programme évalue les possibilités de donner une sécurité de revenu élémentaire en Afrique du Sud.

Site Web du Programme IFP-SES

Le Programme a le plaisir d'annoncer l'inauguration de son site Web à l'adresse suivante:

<http://www.ilo.org/ses>.

On trouvera sur ce site les informations concernant les objectifs, les activités et les organismes qui y participent. On y trouvera également des nouvelles sur l'évolution de la sécurité socio-économique, ainsi qu'un calendrier des événements.



InFocus Programme sur la Sécurité Socio-Economique

Téléphone: (+41 22) 799 6455 <http://www.ilo.org/ses>
799 8893 ses@ilo.org
799 7326
Téléfax: 799 7123

Bureau International du Travail, Route des Morillons 4, Genève, CH-1211, Switzerland